

J. PITKEVITCH : «les travailleurs doivent voir où sont leurs intérêts à partir desquels ils auront à se prononcer le 24 avril»



Le Comité général de l'Union Départementale C.G.T de l'Oise s'est réuni le 17 février dernier. Cette instance qui se réunit entre deux Congrès et qui est destinée à faire le point, rassemblait les secrétaires des syndicats, les secrétaires d'Unions Locales, les membres de la direction de l'Union Départementale. Jean-Marie Faucillon, secrétaire au Comité régional C.G.T Picardie et Joël Biard, membre de la Commission exécutive confédérale participaient aux travaux. Salaires, emplois, libertés, renforcement de la C.G.T étaient au menu, ainsi que l'élection présidentielle. Nous avons demandé à Jean Pitkevitch, secrétaire de l'Union Départementale de nous parler de ce Comité général.

Oise-Avenir : Quels sont aujourd'hui les grands axes de la bataille revendicative de la C.G.T dans l'Oise ?

Jean Pitkevitch : Les salaires sont l'une de nos toutes premières préoccupations. L'action engagée chez Poclain l'illustre. Et le succès remporté par nos camarades montrent que nous pouvons avancer. La baisse continue du pouvoir d'achat suscite un profond mécontentement. Nous préparons une journée d'action départementale sur ce thème début avril, avec au centre l'exigence d'un SMIC à 6.000F.

L'emploi constitue, bien sûr, une autre de nos préoccupations majeures. Les suppressions d'emplois annoncées chez Poclain, à la Sollac ; les menaces qui pèsent chez Chausson etc... montrent que la casse se poursuit. Il faut y mettre un coup d'arrêt et mettre

l'emploi au coeur de nos luttes.

Et puis, dans ce cadre, il y a la situation des «précaires» : TUC, SIVP, Contrats à durée déterminée, petits boulots divers avec la mise en place d'associations intermédiaires pour gérer tout cela. C'est inacceptable ! Mais c'est une stratégie du pouvoir et du patronat que ce développement de la précarité. Il faut s'y opposer, exiger des emplois stables.

La question des libertés est aussi au menu de nos préoccupations. Morengi, les «8» de St Gobain, tout le monde a ces noms là en tête. Mais c'est aujourd'hui partout que se développe la pratique expérimentée chez Renault de répression à l'encontre des militants syndicaux qui interviennent, protestent, organisent les luttes.

Le combat pour les libertés est donc un élément majeur de la bataille aujourd'hui.

Enfin, dernière chose, le Comité général a insisté sur la nécessité du renforcement de la C.G.T. En 1987, nous avons enregistré une stabilisation de nos effectifs, malgré les suppressions massives d'emplois.

1988 démarre bien. Ainsi chez St Gobain Rhône Poulenc, aux 4P ou à l'hôpital de Beauvais, nous avons déjà plus d'adhérents que l'année dernière. 8 bases nouvelles ont été créées. Nous avons donc des raisons d'être offensifs.

Oise-Avenir : Le Comité général a évoqué les présidentielles ?

J. Pitkevitch : les élections présidentielles ne peuvent évidemment pas laisser la C.G.T indifférente. C'est un des éléments de la vie du pays, et pas des moindres.

La C.G.T ne présente pas de candidat, ne mène pas campagne : elle tient à son indépendance mais elle n'est évidemment pas neutre, ni muette.

Notre devoir, notre responsabilité est de contribuer à éclairer les travailleurs sur les enjeux de cette échéance.

Des questions majeures sont, en effet, en débat :

Quelle France demain avec l'Europe de 1992 qui se profile et derrière, on le voit, l'accélération de la casse, la remise en cause des acquis sociaux ?

Est-ce que l'austérité va se poursuivre ou non ?

Est-ce que cette politique qui a conduit à 3,5 millions de chômeurs, au blocage des salaires et à la baisse du pouvoir d'achat va continuer ou non ?

Est-ce que l'escalade va encore s'accroître contre les droits et les libertés démocratiques ?

Est-ce que le déclin économique va se poursuivre ?

A la C.G.T, nous disons : «il n'y a pas de fatalité à cette situation. Les possibilités de faire autrement existent. Nous l'avons montré à notre 42^e Congrès. Il faut pour cela s'attaquer au capital.

L'expérience vécue par les travailleurs à partir de 1982 le montre : il n'y a pas de changement possible sans s'attaquer au grand capital.

A l'élection présidentielle, il faut que les travailleurs fassent un choix qui aille dans le sens de leurs intérêts.

Il faut donc, examiner ce que chacun des candidats propose. Il faut voir les convergences qui existent avec le programme de la C.G.T.

Avec les candidats de la droite, il n'y a évidemment aucune convergence possible.

A gauche, nous constatons qu'avec André Lajoie, il y a de grandes convergences, tel le SMIC à 6.000F mais beaucoup d'autres encore.

Par contre, avec le P.S, même si celui-ci n'a pas encore officiellement de candidat, il y a des questions qui laissent perplexes. Lorsqu'on nous

dit qu'il faut fixer un cadre au droit de grève, on croit entendre Séguin.

Lorsqu'on entend parler de contribution supplémentaire demandée aux travailleurs, y compris aux chômeurs pour le financement de la protection sociale ou les retraites, ou encore d'un revenu minimum à 2.000F tandis que le SMIC est tourné en dérision, nos divergences avec de telles orientations sont évidentes.

Il n'est donc pas question pour nous de nous taire. L'enjeu est trop important. Notre responsabilité, encore une fois, est d'éclairer les travailleurs. Ceux-ci doivent voir où sont leurs intérêts à partir desquels ils auront à se prononcer le 24 avril.

NOGENT SUR OISE

FAIRE BAISSER LES IMPOTS LOCAUX DES FAMILLES C'EST POSSIBLE.

Les élus communistes de Nogent ont engagé la bataille pour la baisse des impôts locaux. 545 signatures ont été recueillies et déposées à la Sous-Préfecture, samedi dernier.

« Pour la majorité des familles qui subissent les difficultés dues à la hausse des prix, au chômage, au blocage des salaires, les impôts locaux sont devenus insupportables, il faut imposer leur baisse déclarent les élus communistes.

★ Par ailleurs les lois votées par les majorités parlementaires successives et les décrets gouvernementaux alourdissent chaque année les dépenses dans le budget des communes sans qu'aucun service nouveau ne soit offert aux habitants.

Mieux même alors que la taxe d'habitation ne cesse d'augmenter la taxe professionnelle diminue d'année en année notamment depuis 1984.

Cette situation n'est plus acceptable. IL FAUT se RASSEMBLER et AGIR pour d'autres solutions.

LES ELUS COMMUNISTES PROPOSENT :

- 1 → De ramener le taux d'intérêt des emprunts des collectivités locales de 10,5 à 6%.
- 2 → Le remboursement de la T.V.A. aux communes sur les dépenses de fonctionnement qui ont un caractère social (exemple : la restauration scolaire).
- 3 → Ramener la cotisation communale à la Caisse Nationale des retraites des agents des collectivités locales à 10,2%.
- 4 → Garder les mêmes bases d'imposition en 1988 qu'en 1987, en tenant compte des revenus de chacun.
- 5 → Supprimer les dispositions législatives qui interdisent au Conseil Municipal de baisser la taxe d'habitation et le foncier bâti habitation sans diminuer la taxe professionnelle.

Ces cinq mesures permettraient une baisse de 50% des impôts des familles.

Et les élus communistes montrent que les moyens existent, avec les fonds libres des banques et des compagnies d'assurances, le gâchis boursier, les intérêts de l'emprunt Giscard.»